

ASIE : QUELLE POSITION D'ÉQUILIBRE POUR LA DÉFENSE ?

Nina SUBASIC



Joint Security Area: évolution entre été 2023 et hiver 2024
© Adrien Muylaeert & Gert-Jan D'haene, DG STRAT COM

Azië is een continent dat wordt geteisterd door instabiliteit vanwege de rivaliteit tussen China en de Verenigde Staten, de aanwezigheid van de militaire grootmachten, de economische en technologische ontwikkeling van het continent, de aanwezige begerde energiebronnen, terrorisme en klimaatmigratie. In de huidige context van collectieve steun aan Oekraïne, crisissen op het Afrikaanse continent en personeelstekort waardoor de focus van de Belgische Defensie op rekruteren ligt, wordt Azië een tweede prioriteit voor onze Defensiestaf. Voor welke uitdagingen staan we in deze regio en welk defensiebeleid moeten we voeren, binnen de beperkingen van onze beschikbare middelen?

La lieutenant Nina SUBASIC est diplômée en droit international et en traduction anglais-chinois. Recrutée à la Défense comme analyste en relations internationales, elle œuvre depuis 2022 au développement de relations bilatérales avec les pays d'Asie au sein du département Stratégie dans la division Politique de Défense.

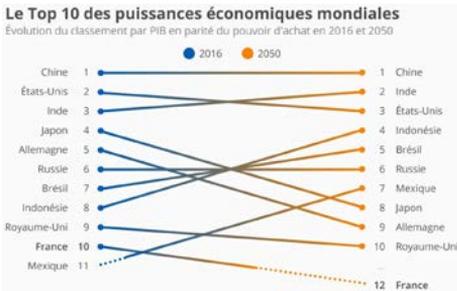
DES DÉFIS TANT POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES QUE SÉCURITAIRES

Bref aperçu géopolitique

L'Asie, continent où sont présentes neuf des dix plus grandes puissances militaires mondiales et toutes les puissances nucléaires officielles, est en proie à une instabilité croissante et à des luttes d'influence. En effet, les États-Unis, la Russie, la Chine, l'Inde, le Japon, la République de Corée et le Pakistan, mais aussi la France et le Royaume-Uni (via leurs territoires d'outremer) et la Corée du Nord, de plus en plus menaçante depuis l'intensification des tests nucléaires, sont autant de pays puissants qui partagent – ou se disputent – cette même zone d'intérêts.

Les moyens de pression varient d'un pays à l'autre. Pour sa part, la Chine finance des projets peu transparents d'infrastructures et d'investissements sous le couvert de la Belt and Road Initiative et se montre inflexible sur la question de Taïwan ainsi que sur ses revendications territoriales en mer de Chine, menaçant ainsi le commerce maritime. Depuis 2010, les administrations successives des États-Unis ont quant à elles rééquilibré leur politique étrangère pour accorder davantage de moyens à leur projection de puissance dans l'Asie-Pacifique et ainsi y contrer l'essor de cet adversaire de taille. Cette politique se traduit d'une part par la création et le renforcement d'alliances régionales existantes comme QUAD¹, AUKUS², le sommet USA-Japon-Corée du Sud ou la promotion des AP4³ au sein de l'OTAN. D'autre part, la Chine développe des alliances et forums alternatifs tels que le Beijing Xiangshan Forum ou l'Organisation de coopération de Shanghai et œuvre à l'extension des BRICS⁴ à l'Iran, à l'Égypte, à l'Éthiopie et aux Émirats arabes unis.

© PwC, Statista_FR



Évolution du classement par PIB en parité du pouvoir d'achat entre 2016 et 2050

Le déplacement des richesses mondiales vers le continent asiatique en fait le nouveau centre de gravité économique mondial. Par ailleurs, 80 % du commerce mondial transite par les voies maritimes, et le détroit de Malacca est un passage incontournable pour un tiers de ce fret. Le commerce maritime, pierre angulaire de la mondialisation, permet la dispersion des étapes d'une chaîne de production à l'échelle mondiale.

¹ *Quadrilateral Security Dialogue* (partenariat Australie – Inde – Japon – USA).

² Partenariat trilatéral Australie – Royaume-Uni – États-Unis.

³ Partenaires « Asia-Pacific Four », à savoir l'Australie, la Corée du Sud, le Japon et la Nouvelle-Zélande.

⁴ Sommet regroupant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud mais également, depuis 2024, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie et l'Iran.

Certaines entreprises européennes, notamment du secteur automobile, dépendent de l'approvisionnement maritime en composants électroniques asiatiques. Les pays d'Extrême-Orient sont quant à eux énergétiquement dépendants du transport maritime pour 65 % de leur pétrole, en provenance du Moyen-Orient.⁵

Cette dépendance explique la démarche chinoise vers les pays d'Asie centrale, notamment dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai. Pékin pourrait viser une diversification de ses sources de pétrole et de gaz, puisque le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan en possèdent d'importantes réserves.

La sécurité économique est indissociable de la sécurité militaire

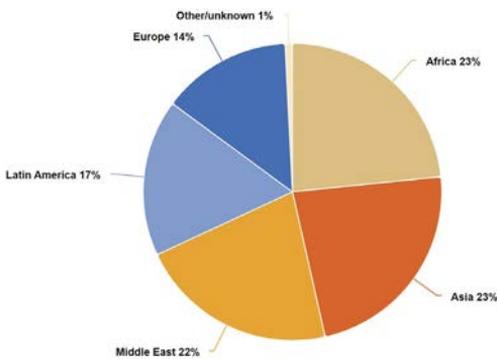
Les pays asiatiques pèsent lourd dans le PIB mondial, le transport maritime et les ressources énergétiques, mais également dans l'industrie des semi-conducteurs. Comme dans le secteur automobile, la recherche & développement (R&D), la fabrication, l'assemblage et la commercialisation des puces électroniques reposent sur plusieurs États interdépendants : la Chine, Taïwan, les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon. Sans ces puces, le monde numérique actuel, mais aussi les systèmes d'armes modernes, s'effondreraient. Ainsi, les États-Unis (maîtres en R&D mais dépendants des usines de fabrication basées à Taïwan) et la Chine (premier importateur qui intègre les puces dans des appareils revendus à l'étranger) mènent aujourd'hui davantage une course aux technologies qu'à l'armement.

⁵Thuillier Guy, *Introduction à la géopolitique du XXI^e siècle* (Paris : Ellipses, 2021), 114-116.

Les semi-conducteurs ne sont pas la seule technologie disputée par les grandes puissances : l'intelligence artificielle, les matériaux avancés, la robotique, la biotechnologie et la technologie quantique sont autant de technologies émergentes à maîtriser. En septembre 2023, l'Australian Strategic Policy Institute a publié une étude selon laquelle la Chine domine la course dans 53 des 64 champs technologiques stratégiques observés, avec un risque considérable de monopole dans 35 d'entre eux. L'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et la France sont les quatre pays européens les plus actifs dans cette course technologique. En Asie, la Corée du Sud, le Japon et l'Inde suivent souvent aussi la Chine et les États-Unis dans ce classement. Si cette domination chinoise se confirmait, le développement et les applications de ces nouvelles technologies critiques pourraient s'établir sans contrôle externe, en raison du manque de transparence du régime du parti communiste chinois (PCC). Au-delà de ces considérations éthiques, les conséquences seraient aussi économiques si la Chine avait la main mise sur certaines technologies essentielles.

Un préoccupant triangle terrorisme-climat-migration

Régions d'origine des demandeurs d'asile à l'UE en 2023
© Commission Européenne & Eurostat



L'activité terroriste constitue un autre point d'attention dans l'analyse géopolitique de la région. Outre les berceaux connus en Afghanistan et au Pakistan, des attaques significatives sont perpétrées en Inde, au Myanmar, en Malaisie, aux Philippines et en Indonésie⁶. Si l'ère de la *war on*

⁶ Institute for Economics & Peace, Global Terrorism Index 2023: Measuring the Impact of Terrorism (Sydney: March 2023), <http://visionofhumanity.org/resources>.

terror semble révolue depuis le bilan mitigé, voire la débâcle des opérations militaires américaines en Irak et en Afghanistan, la présence de groupes terroristes demeure déstabilisante pour les gouvernements locaux.

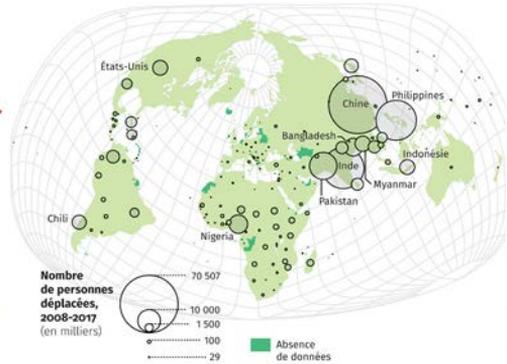
Les catastrophes naturelles sont également une cause d'instabilité. Or, l'instabilité engendre déplacements internes et émigration. Selon le World Risk Index, qui évalue l'exposition des pays aux catastrophes naturelles et leur capacité à y faire face, huit des quinze pays les plus vulnérables se situent en Asie. Les Philippines, l'Inde et l'Indonésie occupent les trois premières places du classement. Jusqu'à présent, les victimes du dérèglement climatique semblent être majoritairement des déplacés internes.

© EM-DAT, CRED / UCLouvain, Brussels, Belgium — www.emdat.be

Number of weather-related disasters reported per country (1995-2015)



Number of weather-related disasters reported per country (1995-2015)



Personnes déplacées à cause des catastrophes naturelles, 2008-2017

Mise en parallèle du nombre de catastrophes naturelles⁷
avec les déplacements de population⁸

Il reste néanmoins possible qu'à l'avenir, certaines d'entre elles doivent chercher refuge à l'étranger puisque l'Asie est le continent le plus vulnérable à ces événements météorologiques. D'ailleurs, en 2023, la proportion de

⁷ Centre for Research on the Epidemiology of Disasters, and United Nations Office for Disaster Risk Reduction, *The human cost of weather-related disasters: 1995-2015*, (Bruxelles, Genève : CRED et UNISDR, 2016), 8, https://www.preventionweb.net/files/46796_cop21weatherdisastersreport2015.pdf.

⁸ Source : *Espace mondial l'Atlas*, <https://espace-mondial-atlas.sciencespo.fr/fr/rubrique-mobilites/carte-2Co7-personnes-deplacees-a-cause-de-catastrophes-naturelles-2008-2017.html>.

demandeurs d'asile en Europe originaires d'Asie était déjà équivalente à celle provenant d'Afrique et du Moyen-Orient. Ils viennent principalement d'Afghanistan, du Pakistan, du Bangladesh et d'Inde, quatre pays repris parmi les plus vulnérables aux attaques terroristes et aux catastrophes naturelles...

La volonté des États-Unis et de la Chine d'étendre leur sphère d'influence respective provoque une polarisation du monde et l'avènement de dynamiques de compétition au détriment de la coopération. Par conséquent, des pays d'Asie centrale, du Caucase et d'Asie du Sud adoptent des politiques multivectorielles, ou montrent une intention de rupture historique. Ainsi, le Vietnam, toujours communiste et proche du PCC, est aussi un partenaire des USA, alors que l'Ouzbékistan et la Géorgie, dont l'histoire est liée à la Russie, développent de nouveaux partenariats avec l'OTAN et l'UE.

En résumé, la rivalité sino-américaine, la présence de grandes puissances militaires, l'importance économique, géographique et technologique de la région, ses ressources énergétiques convoitées, le terrorisme et la potentielle émigration climatique font de l'Asie une zone d'instabilité.

L'EFFET PAPILLON

L'ASIE EST PLUS PROCHE QU'ON NE LE PENSE

Vers une crise des missiles version XXI^e siècle ?

Selon la loi de Hotelling dans la théorie des jeux, chaque vide d'influence laissé par une partie est investi par l'autre, réduisant ainsi les « zones tampons » à travers le monde. Cette situation conduit à un équilibre de Nash où toutes les grandes puissances se retrouvent, directement ou indirectement, face à face. Le risque de conflits armés s'en trouve accru. En 1962, afin de répondre

à la menace de missiles étasuniens en Turquie et en Italie, les Soviétiques ont déployé des missiles à Cuba, au plus proche des USA. La troisième guerre mondiale a été évitée de justesse. En 2024, l'analyse du positionnement des bases militaires américaines sous le commandement de l'INDOPACOM révèle une Chine cernée par l'ennemi. Bien que l'Empire du Milieu respecte jusqu'à présent son adage *winning without fighting*, il est pertinent de se demander combien de temps il tiendra avant de vouloir repousser les forces armées hostiles à ses portes.



© CRS Report

Zone de responsabilité de l'INDOPACOM, où il est impossible pour les navires chinois de quitter les eaux territoriales sans passer à proximité d'une base militaire des États-Unis⁹

Protection de la sécurité des citoyens et du pays

Dans le scénario d'un conflit armé, les deux déclencheurs a priori les plus plausibles seraient la réunification de Taïwan avec la Chine

⁹ Source : Luke A. Nicastro, *U.S. Defense Infrastructure in the Indo-Pacific: Background and Issues for Congress*, Report R47589 (Washington : Congressional Research Service, 2023), <https://sgp.fas.org/crs/natsec/R47589.pdf>.

ou une escalade de la violence entre les deux Corées. La Défense devra alors évacuer et protéger ses ressortissants et organiser des opérations d'évacuation de non combattants (NEO). Avec près de 4 000 ressortissants enregistrés à l'ambassade belge de Bangkok, la Thaïlande est le premier pays hôte de citoyens belges en Asie. La Chine (Hong Kong et Taïwan compris) héberge quelque 3 000 de nos concitoyens. La Corée du Sud et le Japon, qui comptent ensemble 1 600 Belges, devraient tous les deux être évacués en cas de guerre avec le régime de Kim Jong-un, car le Japon héberge les bases arrière américaines des US Forces Korea.

Flag	Number	GT
Malta	2.498	112.060.500
Liberia	1.958	91.124.022
Panama	1.406	80.412.045
Hong Kong, China	511	49.320.475
Portugal	1.423	38.051.353
Marshall Islands	1.046	35.364.626
Finland	1.084	32.869.049
Singapore	678	28.502.135
Italy	655	26.747.958
Denmark	417	22.020.472
Bahamas	456	20.009.242
Norway	559	14.097.543
Netherlands	2.131	13.353.604
Sweden	381	12.411.945
Germany	204	12.289.216
Cyprus	1.042	11.425.146
United States	131	8.200.058
Japan	115	7.722.698
Bermuda	90	5.688.169
Belgium	1.187	4.260.216

© Port of Antwerp Bruges

Pavillons les plus importants par tonnage brut au port d'Anvers-Bruges

En cas de reprise des hostilités en Corée du Sud, la Belgique devrait également contribuer au United Nations Command (UNC), dont elle est membre aux côtés de dix-sept autres nations depuis l'envoi de troupes pour y défendre la démocratie dans les années 1950. Ce commandement militaire belligérant des Nations Unies sous les ordres des États-Unis a été créé par les résolutions 82 et 84 du Conseil de sécurité, à l'époque où Staline avait adopté la politique du siège vide et n'avait donc pas pu y opposer un veto soviétique. Aujourd'hui, la Corée du Nord serait capable de toucher dix-sept des dix-huit capitales des membres de l'UNC avec ses missiles balistiques intercontinentaux.

La protection de la prospérité économique, des acquis de l'État démocratique et des valeurs qui y correspondent.

Le port d'Anvers-Bruges, 13^e port mondial et 2^e port européen, est un moteur de l'économie belge qui représentait déjà 144 000 emplois et 4,8 % du PIB national en 2020. Les navires battant pavillons de Hong Kong, des îles Marshall, de Singapour et du Japon figurent parmi les vingt pavillons qui apportent le plus de fret en tonnes à Anvers¹⁰. Bien que cette information n'indique pas l'origine du fret transporté, elle souligne l'importance du commerce avec l'Asie et la nécessité pour la Belgique d'y assurer la sécurité des voies maritimes.

La politique de défense belge se concentre sur deux fronts principaux : le flanc est, avec la protection des frontières de l'UE et de l'OTAN face à l'invasion russe de l'Ukraine, et le flanc sud, confronté aux menaces terroristes et aux défis migratoires. Des défis similaires pourraient à terme se présenter en Asie pour le Vieux Continent, qui voudra sans doute éviter la propagation d'influences et de valeurs chinoises et russes dans la région pour y préserver un maximum d'alliés. Une stratégie pour faire face à cette situation sera alors nécessaire.

***« Mais la Défense n'a que deux frégates,
impossible d'être partout »***

La Défense a le devoir de comprendre le nouvel environnement géopolitique et sécuritaire mondial, et de s'y adapter dans la mesure des moyens disponibles. Il est donc essentiel de comprendre les menaces provenant du continent asiatique et d'entretenir de bonnes relations militaires avec les

¹⁰ Port d'Anvers – Bruges, *Yearbook of statistics 2023*, (Anvers : Market Intelligence, 2024), 8, PUBLICATIE_Statistisch_jaarboek_2023.pdf.

partenaires régionaux partageant nos valeurs et capables de participer à la protection des intérêts communs. À cette fin, quatre pistes pourraient être explorées.

1. Intensifier la diplomatie militaire belge

En se présentant aux pays asiatiques comme un partenaire alternatif à la Chine et à la Russie dans des domaines d'intérêts nationaux, la Défense contribuerait aux intérêts multilatéraux des coalitions dont elle est membre. La diplomatie militaire est le premier outil à bas coûts qu'elle peut employer pour développer tant ses relations avec les pays asiatiques que ses connaissances de la région. Il serait pertinent d'organiser des missions exploratoires (*fact-finding missions*) à l'étranger au niveau de l'état major de la Défense et des visites officielles des délégations de haut niveau (ministre de la Défense, officiers généraux), mais aussi d'en accueillir en Belgique.

Ces visites identifieraient les intérêts et moyens communs, puis les domaines où les forces armées peuvent apprendre les unes des autres. Elles pourraient ensuite déboucher sur des activités de coopération modestes. À titre d'exemple, le Japon possède des F-35 depuis 2018 ; une piste de coopération que la Défense pourrait suivre proactivement. Dans l'autre sens, plusieurs attachés de défense étrangers asiatiques ont demandé à organiser des visites d'étude à l'Hôpital militaire, dans les infrastructures d'entraînement sportives, au sujet des systèmes de recrutement/formation et à propos de l'établissement du budget.

L'envoi et l'accueil d'observateurs à des exercices, l'inscription de candidats à des cours de courte durée en Asie, la participation et l'invitation à des compétitions sportives militaires et la présence aux forums et conférences sur la sécurité sont autant d'autres exemples d'initiatives à envisager.

2. Exercices biannuels de l'UNC

Deux fois par an, le United Nations Command demande la participation de renforts aux exercices Freedom Shield et Ulchi Freedom Shield. Il s'agit d'un exercice virtuel qui simule une situation de crise pour tous les départements d'état-major de l'UNC dans un scénario de reprise des hostilités kinétiques et hybrides sur la péninsule coréenne.

Il permet d'entraîner le personnel d'état-major aux tâches qui lui incombent en temps de guerre, de comprendre les procédures de déploiement de forces de tous les États membres, d'identifier les besoins en matériel sud-coréens, de simuler son acheminement, d'entraîner l'exécution du plan NEO de l'unité 8th Army, de partager les visions des affaires militaires avec les États-Unis, la Corée du Sud et d'autres partenaires moins habituels pour la Belgique tels que l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Thaïlande ou la Colombie.

La participation d'un à huit militaires belges issus de différents départements et unités permet une répartition des charges, tout en prouvant l'investissement de la Défense au sein de l'UNC, dont elle est membre à part entière, au-delà de la simple présence du drapeau belge. Il pourrait également être envisagé d'y ouvrir un poste en organisation internationale, ou d'établir une tournante avec, par exemple, deux autres États membres européens pour y envoyer un militaire à un poste stratégique pendant six mois tous les dix-huit mois.

3. Un rapprochement des AP4 avec l'OTAN

Le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont les premiers partenaires naturels dans la région puisqu'ils partagent les mêmes valeurs démocratiques et sont aussi confrontés aux conséquences de l'instabilité de

la zone. Il n'est pas ici question de promouvoir des opérations otaniennes dans le Pacifique. En revanche, l'intensification du dialogue et la coordination des procédures opérationnelles contribueront à une meilleure coopération quand une crise militaire éclatera en Asie.

4. Ouverture de nouveaux postes d'attachés de défense

Une demande d'information a été envoyée aux états-majors luxembourgeois, néerlandais, croate, italien, polonais, français, portugais et autrichien par les attachés de défense (AD) belges accrédités pour ces pays afin de comparer leurs réseaux.

Les informations obtenues permettent d'établir le tableau suivant :

PAYS	NOMBRE D'AD EN ASIE	NOMBRE D'ACCREDITATIONS
FRANCE	14	34
POLOGNE	13	26
PAYS-BAS	07	22
PORTUGAL	2	4
CROATIE	1	1
LUXEMBOURG	0	0

Quant à la Belgique, capitale de l'UE, hôte du QG de l'OTAN, pays de diplomatie et de compromis, elle n'a elle non plus aucun attaché de Défense dans la région. Le réseau actuel étant cohérent, et les attachés de Défense cumulant généralement des accréditations pour de nombreux pays, il semblera judicieux, à la prochaine révision du réseau, de ne pas travailler à enveloppe fermée, mais bien d'y ouvrir de nouveaux postes.

*Mots-clés : Asie,
politique de défense, coopération*

*Joint Security Area: évolution, hiver 2024
© Adrien Muylaert, DG STRAT COM*

